



Informations du Guatemala

3° Année, n° 124

Du 17 au 23 mai 1985

POLITIQUE

Pressions exercées à l'égard d'hommes politiques
Projet patronal rejeté
Veulent maintenir leurs postes
Solution aux divergences

ECONOMIE

Crise dans le secteur énergétique
Protestations contre le rationnement

CONTRE-INSURRECTION

Création d'une nouvelle police

INSURRECTION

Chef-lieu d'une municipalité, occupé
Actions rebelles se poursuivent
Intensification des actions reconnue
Avions militaires s'écrasent

SITUATION SOCIALE

Accord sur des mesures à prendre
Le service urbain menace de stopper ses activités
Conducteurs envisagent la grève générale
Les objectifs ne sont pas atteints

DROITS DE L'HOMME

Organisation d'une campagne de solidarité
Nouvelle condamnation
Formation d'un groupe solidaire du GAM
Assassinats continuent
Assassinat d'un propriétaire foncier
Demande d'enquête
Tensions au Guatemala

POLITIQUE

PRESSIONS EXERCEES A L'EGARD D'HOMMES POLITIQUES

Le 16 mai, dans un grand déploiement de forces, se réunissaient à la maison présidentielle, le Chef de l'Etat et les Commandants des diverses bases militaires du pays, ainsi que les trois présidents en alternance de l'Assemblée Nationale Constituante. Ces derniers ont été appelés d'urgence par les militaires.

Les versions relatives au contenu des discussions sont contradictoires. Si les dirigeants politiques affirment qu'ils ont débattu de la loi électorale, le porte-parole gouvernementale, Ramon Zelada Carillo, quant à lui déclare qu'il s'agit de la préparation de la deuxième phase du dialogue avec le secteur privé. Les militaires à proprement parler n'ont pas voulu apporter de commentaires à ce sujet. Selon les observateurs, on a exercé des pressions, au cours de la réunion, auprès des hommes politiques pour qu'ils s'abstiennent de participer à la campagne menée par le secteur patronal contre le gouvernement.

PROJET PATRONAL REJETE

Le 17 mai, au cours de sa session plénière, l'Assemblée Nationale Constituante -ANC- refusait d'approuver, à la majorité, le projet de loi promu par le secteur patronal, portant sur l'adjonction à la nouvelle Constitution de deux articles rédigés par cet organisme, relatifs à la privatisation des entreprises d'Etat et à la limitation du budget de l'Etat au 10% du PIB -produit intérieur brut-. (Quelques 250 millions de Quetzales au lieu des 1 200 millions alloués actuellement).

La veille encore, la majorité des membres de l'Assemblée s'était montré favorable à l'insertion de ces deux nouveaux articles qui, d'après l'Entreprise Privée, permettraient d'éviter la corruption gouvernementale et mettraient un terme au gaspillage budgétaire.

VEULENT MAINTENIR LEURS POSTES

Selon des milieux de presse locaux, près des 3/4 des membres de l'Assemblée Nationale Constituante (60 sur 80) voudraient arriver à modifier cet organisme pour en faire un Congrès législatif, ce qui leur permettrait de maintenir leurs fonctions durant 2 années supplémentaires.

Le 20 mai, le Général Mejia Victores menaçait d'emprisonner tout ceux qui avaient l'intention de transformer la Constituante en une entité législative, cependant, le 21 du même mois on dérogeait à l'Article 117 de Statut du Gouvernement qui interdit la participation de fonctionnaires aux élections qui auront prochainement lieu dans le pays. Ce qui revient à dire que les membres de la Constituante pourront présenter leur candidature en tant que députés au Congrès de la République.

SOLUTION AUX DIVERGENCES

Le 18 mai, le gouvernement proposait au secteur privé, la formation d'un Conseil d'experts économiques, constitué principalement par des représentants des secteurs patronaux et des universités privées, qui agirait conjointement avec les technocrates de la Banque de Guatemala.

Au cours de cette proposition, le Chef de l'Etat a annoncé de nouvelles coupes budgétaires de l'ordre de 10 millions de dollars (la semaine précédente, il y avait eu approbation d'une coupe de 10%), le gel des marchés et le rationnement des carburants. Le régime espère, par le biais de ces différentes mesures, atténuer les oppositions croissantes entre ses décisions et celles du secteur privé pour ce qui est des domaines politique, économique et budgétaire.

ECONOMIE

CRISE DANS LE SECTEUR ENERGETIQUE

Le 15 mai, les milieux de presse locaux, se faisant les porte-paroles des compagnies pétrolières qui opèrent dans le pays, signalaient que la décision gouvernementale du 14 mai, à savoir, le rationnement dans la consommation de l'énergie électrique sur le plan national et celui imposé dans la vente du diesel, de l'essence, du bunker et dérivés, s'explique par une pénurie de devises servant à rembourser les dettes contractées auprès des fournisseurs.

Les porte-paroles ont également signalé que le gouvernement ne disposait pas des devises nécessaires au paiement de nouvelles cargaisons de carburants et, dès lors, ils s'attendent à une aggravation de la crise du secteur énergétique.

PROTESTATIONS CONTRE LE RATIONNEMENT

La Chambre des Industries du Guatemala --CIG-- a protesté, le 15 mai, contre le rationnement de l'énergie électrique qui coûte quelques 300 000 dollars quotidiens à ce secteur. Ils ont rappelé au régime que la crise énergétique est le résultat de l'irresponsabilité et la corruption gouvernementales qui sont à l'origine de l'échec des gigantesques projets hydro-électriques au Guatemala.

CONTRE-INSURRECTION

CREATION D'UNE NOUVELLE POLICE

Le 15 mai, le régime militaire autorisait la mise sur pied d'un nouveau corps de police : une police navale dont le champ d'action s'étendra sur la mer, les eaux territoriales, les zones économiques exclusives, les installations portuaires et d'autres parties du territoire, en coordination avec la marine de guerre et sous la direction du Ministère de la Défense. Il s'agit du Décret-loi 326-85, publié au journal officiel.

La création de ce nouveau corps de police démontre que les mesures d'austérité prises par le gouvernement n'affectent en rien les domaines de la défense et de la sécurité, contrairement aux récentes déclarations du Chef de l'Etat.

INSURRECTION

CHEF LIEU D'UNE MUNICIPALITE, OCCUPE

Selon des communiqués émanants des rebelles, rendus publics le 21 mai, les forces de l'Organisation du Peuple en Armes --ORPA-- ont occupé pendant 20 heures, le 20 mai, le chef-lieu de la municipalité de San Miguel Panan, située dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest, où ils ont organisé des réunions entre habitants, rebelles et autorités locales.

Une compagnie de l'Armée a cherché à empêcher le retrait des guérilleros donnant ainsi lieu à un combat qui s'est prolongé pendant une demi-heure, occasionnant au sein des forces régulières la perte de 3 soldats et d'un nombre indéterminé de blessés. Les insurgés, de leur côté, n'ont souffert aucune perte.

ACTIONS REBELLES SE POURSUIVENT

Le 19 mai, un communiqué insurrectionnel faisait savoir que des forces de l'ORPA ont occupé, le 17 mai, la plantation de café "La Ermita", dans la municipalité de Patulul, dans le Suchitepequez, où elles ont mis le feu à la maison patronale et aux installations de la propriété "car elles sont utilisées par l'Armée aux fins de commettre des actions répressives contre la population". Ils ont également organisé une réunion politique avec les travailleurs.

Un rapport insurrectionnel du 20 mai relate que d'autre part, les contingents des Forces Armées Rebelles --FAR-- ont repoussé, le 18 mai, une attaque portée contre les positions rebelles par une compagnie de l'Armée gouvernementale dans le département septentrional de El Peten. On n'a pas eu connaissance d'éventuelles pertes.

INTENSIFICATION DES ACTIONS RECONNUE

Le 19 mai, l'Agence Française de Presse --AFP-- signalait que les forces insurrectionnelles avaient attaqué, le 16 mai, une patrouille militaire dans la municipalité de Cotzal, à El Quiché, occasionnant la mort d'un soldat et blessant 8 autres effectifs militaires. L'AFP ajoute que le même jour, les rebelles ont harcelé un détachement militaire de Santa Ana Berlin, dans le département de Quetzaltenango, à l'ouest du pays.

AFP souligne également que les sources militaires confirment à cette agence le fait que les organisations appartenant à l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque --URNG-- ont repris leurs actions militaires et qu'ils s'attendent à une intensification des opérations de guérilla. Mais, d'après ces mêmes sources, le contrôle exercé sur les rebelles est de loin plus efficace du fait de l'action des patrouilles civiles qui mènent à bien leur mission de détection de la présence des colonnes insurrectionnelles.

AVIONS MILITAIRES S'ECRASENT

D'après des informations de la presse, rendues publiques le 19 mai, deux avions MINOS, de type militaire se sont écrasés au sol, le 18 mai. Les causes n'ont pas encore été établies. L'accident s'est produit dans les départements de El Quiché et Jalapa et est responsable de la mort de 5 officiers de l'Armée.

Parmi les morts, on peut citer le Capitaine Julio Rene Illecas Mendoza et le Lieutenant Antonio Castañeda. Le Bureau des Relations Publiques de l'Armée n'a pas encore fait connaître la version officielle et jusqu'à présent aucun mouvement insurrectionnel n'a revendiqué les accidents.

SITUATION SOCIALE

ACCORD SUR DES MESURES A PRENDRE

Selon les conclusions de l'Assemblée Générale qui s'est tenue, le 18 mai, rassemblant 160 délégués représentant chacun une des organisations qui composent la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- les travailleurs organisés du pays se sont mis d'accord pour prendre des mesures de fait si les prix des articles de consommation courante ne diminuaient pas et si la situation économique ne s'améliore pas. Ils ont, en outre, lancé un appel au gouvernement pour qu'il mette un terme à la répression.

Parmi les mesures envisagées, on peut mentionner l'organisation de promenades et manifestations, voire une grève de la faim généralisée. Ces informations ont été fournies par le Secrétaire Général de la CUSG, Juan Francisco Alfaronquien, qui a souligné que ces mesures ont pour but de faire comprendre aux secteurs les plus réactionnaires du pays que la population ne supporte plus cette situation de misère dans laquelle elle est plongée.

LE SERVICE URBAIN MENACE DE STOPPER SES ACTIVITES

Le 15 mai, le Président de l'Association des Entreprises d'Autobus déclarait que le service de transport en commun urbain pourrait suspendre ses activités pendant une semaine du fait de la pénurie de diesel.

Pour sa part, le Général Manuel de Jesús Girón Tánchez, Secrétaire de Presse à la Direction de l'Etat, a fait savoir, le 16 mai, que le régime est prêt à prendre des mesures comme par exemple la militarisation si les conducteurs persistent dans leurs intentions de grève.

CONDUCTEURS ENVISAGENT LA GREVE GENERALE

Au cours d'une Assemblée Générale, tenue dans la capitale, regroupant toutes les Associations de transport commerciaux et de passagers, les conducteurs nationaux se sont mis d'accord, le samedi 18 mai, pour lancer une grève générale des activités durant 15 jours si le gouvernement ne résoud pas la crise où il se trouve plongé.

Les conducteurs exigent l'exonération des impôts, l'autorisation d'acheter plus de devises et une diminution du coût des pièces de rechanges et des pneumatiques.

LES OBJECTIFS NE SONT PAS ATTEINTS

Le 19 mai, 4 500 travailleurs de Bandegua ont suspendu une grève qu'ils avaient entreprise pour exiger une amélioration des services hospitaliers de l'entreprise à capitaux américains et filiale de "Del Monte" qui succède à la "United Fruit Company". Elle avait menacé de se retirer du pays si les moyens de pressions dont dispose le secteur ouvrier persistaient.

DROITS DE L'HOMME

ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE DE SOLIDARITE

La Commission des Droits de l'Homme au Guatemala -CDHG- a lancé, le 17 mai, à Madrid, en Espagne, une campagne internationale pour la suppression des disparitions forcées au Guatemala et en guise de solidarité avec les personnes qui cherchent à retrouver leurs proches.

Selon la CDHG, pour s'assurer que le processus de démocratisation au Guatemala soit effectif, il faut obtenir l'indépendance de l'organe judiciaire et poursuivre sur le plan pénal, les responsables des violations des droits à la vie, droits économiques, politiques et culturels du peuple guatémaltèque.

NOUVELLE CONDAMNATION

Le 19 mai, en Espagne, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme -FIDH- condamnait les violations des Droits de l'Homme au Guatemala et au Chili, de même que l'embar-go commercial des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua.

Ainsi, la FIDH a l'intention de demander des explications au gouvernement guatémaltèque quant aux disparitions dénoncées par la CDHG et, en outre, elle a exigé le respect

des vies des proches des détenus et disparus au Guatemala qui composent le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-.

FORMATION D'UN GROUPE SOLIDAIRE DU GAM

Le 17 mai, en Espagne se formait un groupe de solidarité avec les demandes du GAM, composé des proches des personnes des détenus et disparus au Guatemala. Ce groupe s'est constitué au cours d'une conférence de presse à laquelle participaient le représentant de Amnesty International dans ce pays, José María García, la professeur universitaire de Droit International à l'Université de Barcelone, Victoria Abellan et, le président de la CDHG, Luis Alberto Padilla.

Victoria Abellan affirme que le Guatemala est le premier pays où est apparu la disparition de caractère politique. En effet elle est appliquée depuis 1954 et de façon systématique depuis 1965.

ASSASSINATS CONTINUENT

Quatre cadavres, non-identifiés, porteurs de traces évidentes de torture, ont été trouvés le 18 mai, dans la municipalité de Santa Lucía Cotzumalguapa, dans le département méridional de Escuintla.

ASSASSINAT D'UN PROPRIETAIRE FONCIER

Le 18 mai, Oscar Antonio de la Vega Molina, propriétaire d'une plantation agricole dans la municipalité de Taxişco, située dans le département de Santa Rosa, a été assassiné dans sa résidence qui se trouvait sur la propriété "El Pensamiento".

Selon les versions recueillies, le propriétaire, frère d'un haut gradé de l'Armée et d'un homme politique d'extrême-droite, a été assassiné par 10 hommes environ, vêtus d'uniformes militaires, qui après avoir neutralisé la faible résistance des gardes de la victime ont pénétré dans la résidence et l'ont tué à bout portant.

Certains secteurs politiques n'écartent pas la possibilité que ce nouvel acte de violence soit une réaction gouvernementale face aux pressions économiques et fiscales exercées par les secteurs patronaux et plus particulièrement les exportateurs agraires.

DEMANDE D'ENQUETE

Quelques 40 groupes de Défense des Droits des Immigrés ont demandé, le 20 mai, à Washington, à l'Organisation des Etats Américains -OEA- que soit menée une enquête sur les violations commises par les Etats-Unis envers les réfugiés guatémaltèques. Cette demande a été adressée à l'OEA et publiée dans le journal Los Angeles Times.

TENSIONS AU GUATEMALA

Le 21 mai, le journal français "Le Monde" signalait, dans un article consacré à l'analyse de la situation du Guatemala que les disparitions, les enlèvements et les assassinats sont devenus les synonymes de la situation sévissant dans ce pays d'Amérique Centrale, alors que parallèlement s'organisent des élections prévues pour le mois d'octobre. Dans ce même article, on pouvait lire, que la tension est semblable à celle enregistrée à la fin du mandat du Général Romeo Lucas, bien qu'il signale qu'un nouveau coup d'Etat ne semble pas être une menace imminente.

Le Monde ajoute que les organisations humanitaires imputent la responsabilité des enlèvements et des attentats contre les Droits de l'Homme à l'Armée et il mentionne qu'au cours des dernières années, la violence officielle est responsable de plus de 100 000 victimes. D'autre part, il reconnaît que les affrontements entre soldats et insurgés n'ont fait que croître.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX